

Pour l'année 2011, il est attendu une augmentation plus importante qu'en 2010 des investissements publics, notamment dans le domaine de l'infrastructure de base et des équipements collectifs en faveur des régions de l'intérieur du pays, ce qui permettra d'atténuer l'effet du fléchissement des IDE et des investissements privés nationaux. Globalement, le rythme des investissements accuserait une baisse de 2,2% selon les prévisions actualisées.

2) Demande extérieure

Bénéficiant du redressement de l'activité des industries manufacturières et du tourisme et de la progression de la demande extérieure provenant de l'Union européenne, principal partenaire commercial de la Tunisie, les exportations globales de biens et services ont connu en 2010 une reprise de 16,6% en prix courants et de 12,6% en termes constants, après une année de baisse sensible engendrée par les retombées de la crise économique et financière mondiale. En conséquence, la contribution de la demande extérieure à la croissance économique est devenue positive, atteignant 1,5 point de pourcentage contre -0,2 point un an plus tôt. Il y a lieu d'indiquer qu'en plus de l'effet volume, le bon comportement des exportations a été dopé, dans une certaine mesure, par la hausse généralisée des prix mondiaux et la dépréciation du taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises, notamment l'euro.

Pour leur part et après une baisse en 2009, les importations de biens et services ont enregistré une reprise de 21,5% en prix courants et de 17,5% en volume, évolution qui a été induite principalement par l'affermissement de l'activité industrielle et par la flambée des prix internationaux, surtout ceux de l'énergie et des produits alimentaires.

Il y a lieu de préciser que l'évolution des importations de biens est liée à celle des exportations et ce, en relation avec le comportement de la demande extérieure. Cette situation s'explique par le haut degré d'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur et par sa dépendance de l'importation d'une bonne partie des besoins en biens d'équipement et en matières premières et demi-produits destinés, respectivement, à l'investissement et au cycle de production. Pour les services, la Tunisie réalise de manière structurelle un excédent important avec l'extérieur en matière de recettes touristiques en devises, mais enregistre un déficit sensible au niveau du transport maritime de marchandises en raison de la faible contribution du pavillon national.

EVOLUTION DES RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE (En %)

Désignation	2008	2009	2010	2011*
PIB aux prix du marché	4,5	3,1	3,0	0,2
Importations de biens et services	5,3	-7,2	17,5	-0,8
Total ressources = Total emplois	4,8	-0,7	7,7	-0,2
Consommation finale	4,8	4,0	4,5	4,5
- Publique	6,1	4,2	4,4	5,8
- Privée	4,5	4,0	4,5	4,2
FBCF	5,3	4,6	7,1	-5,5
Demande intérieure	5,8	3,0	5,5	-0,1
Exportations de biens et services	2,8	-7,6	12,6	-0,4

* Prévisions actualisées.

Source : Ministère de la Planification et de la coopération internationale

SECTION 3 – EPARGNE NATIONALE ET FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Corrélativement avec le faible niveau de la croissance économique et la progression soutenue de la consommation finale, l'épargne nationale s'est accrue en 2010 à un rythme moins rapide que celui enregistré l'année précédente, soit 5,5% contre 6,6%. En conséquence, le taux d'épargne a diminué par rapport à 2009 pour se situer à 21,4% du RNDB, soit un niveau insuffisant pour soutenir la progression des investissements et réduire le recours au financement extérieur. Le gap de financement qui en est résulté a été couvert par la mobilisation de ressources d'origine extérieure, principalement sous forme d'emprunts à moyen et long termes et d'entrées d'IDE, étant signalé une baisse du niveau des avoirs nets en devises d'environ 350 MDT, d'une fin d'année à l'autre.

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT INTERIEUR

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	2008	2009	2010	2011*	Variations en %	
					2010 2009	2011* 2010
FBCF globale	13.001	14.206	15.816	15.473	11,3	-2,2
Variation des stocks	1.259	355	888	1.214	150,1	36,7
Total des besoins de financement (FBCF+variation des stocks)	14.260	14.561	16.704	16.687	14,7	-0,1
Epargne nationale	12.150	12.949	13.662	12.734	5,5	-6,8
- En % du RNDB	22,2	22,0	21,4	19,0		
- En % du PIB	22,0	22,0	21,6	19,0		
Taux de financement intérieur						
- Epargne nationale/FBCF (en %)	93,5	91,2	86,4	82,3		
- Epargne nationale/total besoins de financement (en %)	85,2	88,9	81,8	76,3		

* Prévisions actualisées.

Source : Ministère de la Planification et de la coopération internationale

Après une année de forte progression, les fonds levés par les entreprises sur la Bourse des valeurs mobilières de Tunis par appel public à l'épargne (APE) n'ont augmenté que de 1,3% en 2010, pour se situer à 989 MDT. Par conséquent, la contribution du marché financier au financement des investissements privés a accusé un léger repli pour revenir, d'une année à l'autre, de 12,1% à 11,3% contre un objectif visé de 20%. Cette situation nécessite la poursuite des efforts pour développer davantage le marché financier national, à même d'améliorer le financement direct de l'investissement privé et de maîtriser l'endettement des entreprises auprès des banques.

D'un côté, le système bancaire a approuvé, au cours de 2010, le financement de 3.273 projets pour un coût global d'investissement de 5.164 MDT contre 3.082 projets et 4.340 MDT une année auparavant.

Pour ce qui est des perspectives de l'année 2011, la baisse prévue du niveau de l'épargne nationale, en raison du ralentissement de la croissance économique, est de nature à exercer des pressions sur les équilibres financiers, ce qui se traduirait par une aggravation du déficit budgétaire et celui de la balance des paiements courants. Cette situation nécessite un recours accru à la mobilisation de ressources extérieures pour assurer le financement des investissements et préserver, également, le niveau des réserves de change.

SECTION 4 – EVOLUTION DES PRIX

La hausse des prix a connu en 2010 une certaine accélération, atteignant 3,1% pour les prix de vente industriels et 4,4% au stade du détail, contre respectivement 2,1% et 3,5% une année auparavant. Les facteurs explicatifs de cette évolution sont multiples et concernent, principalement, l'augmentation de la consommation globale à un rythme plus rapide qu'en 2009, l'impact de la flambée des prix mondiaux suite à la reprise de l'économie mondiale, les fluctuations des taux de change et en particulier l'appréciation de l'euro, la baisse de la production de quelques produits, notamment dans le secteur de l'agriculture, et certaines perturbations apparues au niveau de l'approvisionnement des marchés lors des périodes de grande consommation ainsi que celles de soudure entre les récoltes agricoles.

Afin d'atténuer ces pressions, la Banque centrale de Tunisie a relevé à deux reprises (en mars et mai 2010) le taux de la réserve obligatoire, le portant de 7,5% à 12,5%, ce qui a permis de résorber la surliquidité bancaire à même d'atténuer l'évolution des crédits à la consommation. Parallèlement, la politique budgétaire poursuivie par l'Etat a contribué à la maîtrise des prix à travers, notamment, la rationalisation des dépenses de consommation courante de biens et services et le maintien à un niveau élevé des subventions des prix des produits de consommation de base, des carburants et du transport.

Pour l'année 2011, les prix ont connu une certaine détente en relation avec l'abondance de l'offre de certains produits agricoles, l'ajustement à la baisse des prix d'un nombre de denrées alimentaires compensés en janvier, ainsi qu'avec la décélération du rythme d'accroissement de la